



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 24 JUIN 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

SOUDON Chantal

### **Excusés**

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
SERGENT André (pouvoir à LE GALL Jean-Noël)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)  
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)  
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)  
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Conseil de Communauté du 24 juin 2021  
Délibération n°DCC2021\_084

<b>Objet</b>	<b>Analyse des besoins sociaux. Signature d'une convention avec le Département.</b>
Rapporteur	Jean-Luc LE SAUX
Service	Pôle services à la population
Thème	Solidarités

Jean-Luc LE SAUX donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

La Communauté a lancé une analyse des besoins sociaux en décembre 2020. Cette enquête agrège de nombreux partenaires qui nourrissent l'analyse diagnostic et les entretiens en fournissant de la matière à notre prestataire.

Le Département est un fournisseur important de données pour cette investigation et est également financeur de cette démarche pour un montant de 4 000 €.

L'échange de données sociales doit cependant faire l'objet d'une convention entre le pourvoyeur (le Département) et l'utilisateur (la Communauté).

**DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 10 juin 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 18 mai 2021

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique : Autorise le président à signer la convention d'échange de données sociales avec le Département.**